

INTERVENTION DU CHEF DE LA DELEGATION ITALIENNE

AMBASSADEUR FRANCESCO MEZZALAMA

A LA 45ème SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SUR LES POINTS 5 ET 12 DE L'O.D.J.

Genève, le 6 mars 1989

Monsieur le Président,

Le point 12 à l'ordre du jour - que nous allons prendre en considération aujourd'hui avec le point 5 - représente traditionnellement le banc d'essai pour la Commission des Droits de l'Homme. Son examen constitue l'occasion de vérifier si l'on est en mesure d'effectuer une analyse objective et sereine des droits de l'homme dans certains Pays, sur lesquels il a été jugé opportun d'attirer l'attention.

En effet, si l'on veut que les déclarations solennelles sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que les nombreux accords internationaux en la matière, soient toujours et en tout lieu ponctuellement observés, il est nécessaire que les mécanismes internationaux de tutelle et de contrôle puissent être convenablement mis en action afin qu'ils remplissent leurs fonctions.

Dans cette perspective, en nous engageant dans le débat relatif au point qui est à l'ordre du jour, il est de notre devoir d'user de la faculté de nous exprimer, de réfléchir et de faire le point de la situation sans céder à la rhétorique, mais aussi sans arbitrairement peser les principes intangibles avec des considérations découlant d'intérêts particuliers.

La délégation italienne, en harmonie avec les principes que nous avons souscrits et l'évaluation scrupuleuse des réalités auxquelles nous sommes confrontés, désire se pencher brièvement sur certaines situations sans pour autant prétendre être exhaustive dans son analyse, compte tenu du fait qu'il y a malheureusement de trop nombreux Pays qui sont source de préoccupation, et sans s'ériger en juge, puisque ce sont les

paramètres mêmes acceptés par nous tous qui nous permettent de juger de façon objective.

La philosophie de base qui inspire le Gouvernement italien et ses partenaires communautaires en ce qui concerne les droits de l'homme, a déjà été illustrée lors de l'allocution de la Présidence espagnole le 22 février dernier. Le fait que nous nous référions à ce point de repère signifie souligner que, selon notre critère logique, nous entendons procéder des principes mûris par un processus historique fécond, aujourd'hui universellement reconnus et progressivement et collectivement enrichis, vers l'examen de situations géographiques spécifiques, et non pas vice-versa.

Le bilan d'une analyse concrète n'est jamais définitif, car les résultats remportés par les principes et les valeurs existant dans nos Pays ne peuvent jamais non plus être considérés comme définitifs et parce que là où ces principes et ces valeurs commencent ou recommencent à triompher, seuls le soutien et l'aide de la Communauté internationale peuvent permettre de consolider les droits déjà existant.

A ce propos, je saisis l'occasion pour souligner à quel point les efforts de l'opinion publique, des moyens de communication de masse et des organisations non-gouvernementales peuvent contribuer de façon remarquable aux actions entreprises par les Gouvernements et les organes de l'ONU pour la promotion des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

le tableau de la situation mondiale présente - et ce ne pourrait être autrement - des traits d'ombre et de lumière, c'est-à-dire des Pays où le retour aux principes de liberté et de démocratie semble se consolider et d'autres où, malheureusement,

on signale des tendances à régresser et à mettre en danger des droits que l'on pensait définitivement acquis.

L'Amérique Latine en est un exemple pertinent. Pour ce qui est des aspects positifs, il nous est agréable de citer le Chili où le peuple s'est vu reconnaître le droit de revenir à la démocratie. Nous souhaitons que les difficultés encore persistant dans le processus de transition puissent être éliminées, ainsi qu'il a déjà été déclaré lors de la dernière Assemblée Générale.

Quant à d'autres Pays tels que le Paraguay, nous nous réjouissons de la lueur d'espoir que l'on entrevoit à la suite des événements les plus récents. Nous regrettons de ne pouvoir en dire autant d'Haiti où l'application des droits de l'homme reste insatisfaisante.

Pour ce qui est du Salvador, faisant abstraction de toute prévision, restent des difficultés objectives qui rendent difficile le rétablissement d'une cohabitation civile dans la normalité et librement assurée. Nos préoccupations au sujet du Guatemala pourront être précisées lorsque nous aborderons le thème des services consultatifs offerts par la Commission qui, à notre avis, devraient être en l'espèce valorisés et amplifiés afin qu'ils puissent rendre plus efficace l'engagement du Gouvernement guatémaltèque pour le respect des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

en abordant l'examen de la situation dans le continent africain - et faisant abstraction du cas de la Somalie sur lequel nous avons déjà exprimé nos évaluations et notre encouragement - nous aimerions observer, que la situation économique, quoique difficile, ne peut servir d'alibi au reniement des droits civils et politiques, mais doit au contraire permettre de considérer les

droits de l'homme comme interdépendants et égaux dans tous leurs éléments; c'est pourquoi nous engageons donc les responsables à se conformer à une approche intégrée de la promotion et de la tutelle des droits et libertés fondamentales. L'Italie confirme sa volonté de poursuivre les programmes d'assistance, et de tenir dûment compte des particularités politiques, économiques et sociales de chaque cas. Ceci dans un esprit de solidarité constructive afin que la notion de développement puisse se concrétiser au-delà des multiples difficultés structurelles. Toutefois, on juge nécessaire de faire remarquer que les fréquentes luttes intestines dont souffre le Continent pourront être réglées équitablement et pacifiquement seulement grâce à la reconnaissance des droits de l'homme à tout le monde sans distinction.

En ce qui concerne le phénomène grave et inadmissible de l'apartheid, qui demeure malheureusement un problème très grave, nous avons déjà proclamé, dans la discussion des points à l'ordre du jour pertinents, notre vibrante réprobation et notre engagement dans le processus visant à son élimination.

Nous nous réjouissons que la discussion relative à une autre question source de vive et persistante préoccupation, c'est-à-dire la situation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, ait donné l'opportunité de faire ressortir l'opinion claire et nette de la Communauté Internationale. Par rapport au Moyen Orient, la délégation italienne désire se référer, dans le contexte du point 12 de l'ordre du jour, au problème du Sud Liban, où l'existence quotidienne même des citoyens, y compris leur sécurité individuelle et les difficultés qui les accompagnent ne peuvent nous laisser indifférents.

En passant maintenant à considérer la situation des droits de l'homme dans la région du Golfe, il est fort regrettable que la

fin des hostilités entre Iran et Irak n'aient pas encore permis le rétablissement d'une cohabitation dans la confiance et l'équilibre à l'intérieur des deux Pays.

Par la même occasion nous tenons à confirmer notre soutien à la mission du Représentant Spécial pour l'Iran et à inviter encore une fois le Gouvernement de Teheran à donner son accord à l'entrée de l'envoyé de la Commission dans son territoire, car c'est le seul moyen de pouvoir effectivement évaluer le fondement de renseignements divergents qui préoccupent les milieux internationaux et d'offrir, de la part des organismes des Nations Unies, une contribution utile en vue de résoudre les problèmes qui limitent la promotion des droits de l'homme dans ce Pays.

Dans le cas de l'Afghanistan, la tâche complexe du Rapporteur Spécial, qui n'a pas manqué jusqu'ici de donner des résultats très positifs, paraît d'importance capitale. En effet, maintenant que le retrait des troupes soviétiques s'est achevé - et nous nous en réjouissons -, nous estimons que la transition vers un Etat de droit, librement auto-déterminé par le peuple afghan, puisse recevoir une appui utile grâce à l'impulsion et à l'aide dérivant du renouvellement du mandat du Rapporteur Spécial.

Le Sud-Est asiatique présente lui aussi des traits de lumière et d'ombre. Les développements politiques se rapportant à la question du Cambodge laissent espérer que dans un proche avenir la liberté et la souveraineté puissent être rétablies.

En Birmanie, si d'un côté la situation intérieure a éveillé de vives préoccupations à cause des développements tragiques qui ont eu lieu dans le Pays, de l'autre, le processus de normalisation actuellement en cours ne paraît pas encore tout à fait rassurant.

Le cas du Timor oriental reste, malheureusement, toujours sur le tapis du fait que les contacts à New York semblent traîner. La délégation italienne, sensible aux inquiétudes venant de différentes instances à propos des droits de l'homme, souhaite une fois de plus que l'on trouve une solution en mesure d'assurer les intérêts légitimes de toutes les parties concernées.

Monsieur le Président,

Permettez-moi, avant de conclure, d'évoquer les grandes réalités ainsi que les perspectives non seulement dans les rapports Est-Ouest, mais aussi à l'intérieur des Pays de l'Europe orientale, qui ont fait surface sous l'impulsion de la vague innovatrice de la "glasnost" et de la "perestroïka". Il est indéniable qu'à la suite de la poussée réformatrice et d'une progressive évolution des rapports entre société civile et pouvoir établi, le tableau général des droits de l'homme semble se caractériser dans cette région par un important dynamisme qui s'oppose à l'immobilisme du passé.

Il s'agit toutefois d'un ensemble non-homogène car, à côté de Pays tels que la Pologne et la Hongrie, qui ont enregistré des progrès évidents, parfois presque historiques, dans le secteur des droits de l'homme, il y en a d'autres où le progrès a été limité - voire inexistant - ou alors il y a eu carrément des pas en arrière. Certains développements, plus ou moins récents, qui se sont produits notamment en Roumanie et en Tchécoslovaquie, ont suscité des inquiétudes au sein de l'opinion publique italienne car ils sont en flagrante contradiction avec le principe du respect des libertés fondamentales universellement reconnues.

En outre, par rapport à des situations concernant les minorités, nous souhaitons que l'atmosphère constructive qui

s'était créée, il y a quelque temps, en Bulgarie après l'entente avec la Turquie, puisse se concrétiser ultérieurement dans un esprit d'amitié qui doit marquer les rapports entre Pays frontaliers.

Il y a enfin une situation qui, du fait qu'elle concerne la Méditerranée, revêt pour nous un intérêt spécial et, par rapport à laquelle le temps semble être mûr pour une définition équitable, durable et respectueuse des droits de l'homme. Je me réfère au problème de Chypre. Nous souhaitons que le dialogue inter-communautaire qui a été entamé sous l'égide du Secrétaire Général des Nations Unies, puisse mener à une solution dans l'intérêt réciproque des parties et, principalement, des habitants de l'île.

Pour conclure, Monsieur le Président, nous jugeons bon de faire remarquer que la politicisation des débats au sein de la Commission risque de nuire aux travaux mêmes et par conséquent, en dernière analyse, à l'objectif principal que nous nous sommes proposé, c'est-à-dire, la protection - dans les faits - des droits de l'homme.

En d'autres termes, la protection sans équivoque des droits inaliénables de chaque individu et de chaque peuple souffre quand la politique à travers les intérêts égoïstes nationaux et les considérations partiales filtre toute information et tout jugement. En outre, lorsque l'esprit de confrontation l'emporte sur la volonté d'aider les Pays en difficulté à cause de leurs héritage ou conflits intérieurs ou régionaux, l'objectif final, visant à créer un climat national et international apte à aider les individus et les structures dans le respect des droits de l'homme, en est affecté.

En effet, les cultures et les traditions, quoique différentes rarement s'éloignent - analysées en perspectives - de la

valorisation de l'être humain, en puisant dans ses milieux culturels qui sont tous aussi dignes. Et, s'il est toujours et encore vrai, comme nous en sommes persuadés, que le processus d'universalisation des droits de l'homme est loin d'être achevé, c'est aussi par la valorisation des traditions et des spécificités que nous

pouvons contribuer à la défense de l'individu et de sa dignité.